

EXERCICE 35, UNITÉ III**2.2. Conclure****CONSIGNE**

Retrouvez les trois propositions qui constituent les raisonnements formés ainsi :

- [P] : principe ou fait présenté comme admis ;
- [Q] : fait qui soulève un problème et demande de reconsidérer [P] ;
- [R] : conclusion que l'on peut tirer.

EXEMPLE

Actuellement, 85 % des besoins en énergie de l'humanité sont assurés par la transformation de combustibles générateurs d'émissions de CO₂ [dioxyde de carbone]. L'extrapolation des tendances actuelles aboutirait, d'après les évaluations moyennes, à augmenter massivement les émissions annuelles de gaz carbonique en 2050. Et si on se fie à la seule pente du développement des économies asiatiques et nord-américaines, les évaluations les plus pessimistes conduisent plutôt à une multiplication de ces émissions par un facteur supérieur à 5 à cet horizon. Or, compte tenu de l'inertie du système, la simple stabilisation de la teneur en CO₂ de l'atmosphère autour de 550 ppm [partie par million] – contre 380 ppm actuellement – exigerait une diminution par 2 des émissions actuelles. Le facteur anthropique est **donc** une des variables de commande de l'évolution du climat de la planète. La forme de cette activité se traduira par une stabilisation, puis un ralentissement du réchauffement ou au contraire par son accélération avec des surprises climatiques dévastatrices dans bien des zones très peuplées. (426 : 2005-2006)

RÉPONSE

- [P] (principe ou fait présenté comme admis) : **Actuellement, 85 % des besoins en énergie de l'humanité sont assurés par la transformation de combustibles générateurs d'émissions de CO₂. (constat)**
- [or Q] (fait qui soulève un problème et demande de reconsidérer [P]) : **La simple stabilisation de la teneur en CO₂ de l'atmosphère autour de 550 ppm exigerait une diminution par 2 des émissions actuelles.**
- [donc R] (conclusion que l'on peut tirer) : **Le facteur anthropique est une des variables de commande de l'évolution du climat de la planète.**

1. Des études convergentes auraient tendance à montrer que l'Inde a un potentiel de croissance supérieur à celui de la Chine et que cette croissance se maintiendra à un taux au moins proche de 6 % jusqu'en 2040. Or, la croissance indienne repose, en matière d'énergie, sur un schéma assez proche de celui de la Chine. Elle produit 57 % de son électricité à l'aide de charbon, ses besoins en pétrole croissent très fortement. On assiste donc – avec un décalage d'une dizaine d'années – à une autre très forte montée en puissance de la demande d'énergie d'un pays dont la croissance permet d'être soutenue et repose sur une équation énergétique à forte émission de gaz à effet de serre et à forte demande pétrolière potentielle. (46 : 2004-2005)

2. La tendance actuelle de consommation d'énergie de la planète (environ 10 Gtep, soit 10 milliards de tonnes d'équivalent pétrole) aboutit à une consommation de 15 Gtep en 2020 et à une consommation approchant 20 Gtep en 2030, toujours dans une hypothèse basse sous-estimant ce que l'on constate depuis 2000. Or, cette consommation d'énergie primaire repose à 88 % sur l'utilisation d'énergies fossiles [...] : à structure de consommation égale, la poursuite de la tendance aboutirait donc, dès 2030, à un doublement des émissions de CO₂ par rapport à ce qu'étaient ces émissions en 2000, alors que l'objectif est de pouvoir les réduire par deux en 2050. (426 : 2005-2006)

3. Il est vraisemblable que les Français prendront des initiatives pour se prémunir contre les effets de ce type d'événement [canicule], dont la fréquence devrait augmenter, et qu'ils seront notamment tentés de climatiser leurs voitures et leurs logements. Or, comme l'a indiqué [...] Mme Michèle Papallardo, présidente de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), « un gramme des fluides frigorigènes utilisés actuellement par les climatiseurs a un effet de serre équivalent à celui de 300 grammes de CO₂ ». Le paradoxe serait donc qu'en cherchant à nous prémunir contre les effets du réchauffement climatique, nous amplifions encore ces derniers en raison d'un suréquipement en climatiseurs aggravant l'effet de serre. (195 : 2003-2004)

4. Le caractère stratégique de la détention d'une capacité d'expertise en biotechnologies doit [...] être abordé sous un angle militaire et non seulement économique. Si le recours à la biologie pour la fabrication des armes n'est pas nouveau, les menaces bioterroristes ont acquis, notamment après les événements du 11 septembre 2001, une crédibilité renforcée. Or les progrès du génie génétique offrent de nouvelles perspectives à « l'arme du pauvre ». Il permet en effet, en manipulant le génome des agents classiques de la guerre biologique – maladie du charbon... –, de les rendre beaucoup plus dangereux qu'ils ne le sont déjà. Dès décembre 1997, des savants russes ont publié un article dans la revue scientifique *Vaccine*, où ils ont expliqué comment ils avaient modifié génétiquement une souche de la maladie du charbon (*Bacillus anthracis*) de façon à la rendre insensible aux vaccins existant contre cette bactérie. (301 : 2002-2003)

5. Les expérimentations et les organismes génétiquement modifiés sont devenus un sujet politique et l'on ne peut pas faire l'économie que les politiques se prononcent dessus. Or aujourd'hui, sur la localisation des expérimentations, aucune instance politique ne se prononce, ni le ministre au plan central ni le maire au plan local. Le ministre se prononce sur l'autorisation de principe, mais ensuite l'industriel choisit librement l'endroit où aura lieu l'expérimentation. Certes, il faut laisser une légitime liberté à l'industriel et à l'agriculteur, mais, in fine, il y a un problème d'ordre public, donc une question politique qui ne peut être négligée. Il faut donc soit que le ministre se prononce, soit que le maire [...] soit au minimum consulté. Sans doute ne peut-on pas lui donner un pouvoir de décision, mais il faut qu'il soit au minimum consulté parce qu'il peut y avoir sur sa commune un producteur de produits agrobiologiques ou de semences traditionnelles qui va rencontrer des problèmes s'il y a dissémination d'OGM, et parce qu'il peut y avoir un problème d'ordre public. (301 : 2002-2003)

6. La recherche publique consacrée aux effets des OGM sur la santé et l'environnement est notoirement insuffisante. [...] nos jeunes chercheurs de l'INRA [Institut National de la Recherche agronomique] ont envie de breveter des OGM. Reste que la recherche publique doit s'intéresser avant tout à la santé des gens et à la préservation du patrimoine collectif. Or aujourd'hui en ce domaine, le pourcentage des fonds publics consacrés à la santé est de l'ordre de 2 %. (301 : 2002-2003)

7. La marée noire [provoquée par le naufrage du navire « Erika » en 1999] a montré qu'il faut multiplier les contrôles des navires qui viennent dans nos ports, qu'il faut renforcer la politique de prévention menée par la signalisation maritime et par les unités littorales des affaires maritimes. Pourtant, outre les nombreux textes, législatifs ou réglementaires, élaborés pour la transposition, en droit interne, des conventions internationales relatives à la sécurité des transports maritimes et à la prévention de la pollution, la France possède déjà une infrastructure de surveillance et de contrôle pour assurer le respect de la réglementation internationale et nationale. Depuis des années, cette infrastructure est confrontée à la paupérisation croissante de ses moyens. Or, si le transport maritime de pétroliers reste par définition une activité dont on ne peut éliminer les risques, il paraît intolérable de ne pas pouvoir en atténuer les éventuelles conséquences en cas d'accident, faute de moyens. Il est donc important que l'Etat se donne les moyens de mettre en œuvre les textes existants. (441 : 1999-2000)

8. D'après les évaluations du secrétariat d'Etat au tourisme, les régions touchées par la marée noire [provoquée par le naufrage du navire « Erika » en 1999] enregistraient ces dernières années un chiffre d'affaires touristique annuel de 100 milliards de francs, permettant l'emploi direct ou indirect de plus de 200 000 personnes. Or, la concurrence est sévère dans le secteur du tourisme. La pollution d'une partie des côtes françaises doit inciter les professionnels à redoubler d'efforts pour affronter cette concurrence accrue qui ne sera pas sans effet sur les années à venir. Le Gouvernement a donc décidé de lancer plusieurs initiatives visant, notamment, à restaurer l'image de marque de la façade atlantique et à soutenir les efforts de rénovation du secteur touristique. (441 : 1999-2000)